Le CESE a adopté une déclaration réitérant l'importance de la Sécurité sociale



TRAVAUX PUBLIÉE LE 15/09/2025

A l'occasion des 80 ans de la Sécurité sociale, le CESE a réaffirmé dans une déclaration son importance. Il accueille par ailleurs du 23 septembre au 30 octobre sur ses grilles extérieures sises avenue Albert de Mun, une exposition dédiée réalisée par l'Ecole nationale supérieure de Sécurité sociale (en3s).

Pour les 80 ans de la Sécurité sociale, le CESE a adopté une déclaration sur cette institution phare de notre société, pilier de la solidarité nationale.

> *" Notre déclaration affirme que la Sécurité sociale est plus actuelle que jamais, parce qu'elle est une réponse aux inégalités, aux fractures sociales et territoriales, aux nouvelles vulnérabilités. Elle est ce socle invisible mais essentiel, qui nous relie dans une société parfois tentée par l'individualisme. Elle est ce lien qui soigne, protège, soutient, et parfois même sauve. Elle est aussi un outil puissant de cohésion nationale. "* ***Thierry Beaudet, président du CESE***

Lire la Déclaration

Découvrez comment le CESE et la Sécurité sociale sont liées à l'Histoire française et restent essentielles à l'unité de notre société.

Les prémices du CESE émergent dès la fin du 16e siècle avec le Conseil du Commerce qui est une première mention d'un Conseil rassemblant des membres de la société civile. Lui succèderont en 1925 le Conseil national économique (CNE?), qui sera supprimé par le régime de Vichy en 1940 et rétabli en 1946. Dans l'esprit de refonder la démocratie sociale après-guerre, le président du Gouvernement provisoire de la République française, Georges Bidault, promulgue en octobre 1946 la Constitution de la IVème République française. L'article 25 inscrit le Conseil économique (CE) dans les institutions de notre pays pour donner aux acteurs de la société civile un rôle de régulation du pouvoir. Ce dernier doit pouvoir rendre des comptes, consulter et négocier avec les «?acteurs sociaux?».

En savoir plus sur l'histoire du CESE

Objectif de départ : réaliser un plan qui couvre l'ensemble de la population contre l'ensemble des facteurs d'insécurité

Dans une France dévastée, le Conseil national de la Résistance préconise, dans son programme adopté en mars 1944 « ***un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer, à tous les citoyens, des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État*** ». Alexandre Parodi, ministre du Travail, confie à Pierre Laroque, premier directeur général de la Sécurité sociale, la tâche d'élaborer cette réforme ambitieuse, **inspirée par les principes d'universalité, d'unicité et surtout de solidarité nationale**.

Qui est Pierre Laroque, considéré comme le « père » de la Sécurité sociale ?

Diplômé en droit et sciences politiques, Pierre Laroque entre au Conseil d'État en 1929. Tout en assurant ses fonctions d'auditeur au Conseil d'Etat, il est en 1931 nommé Chef de cabinet d'Adolphe Landry, ministre du Travail avec pour mission d'assurer la mise en application des lois sur les assurances sociales de 1930.

Au retour de Londres en octobre 1944, il occupe la fonction de directeur général des assurances sociales et de la Mutualité. Il rédige les projets d'ordonnances sur la Sécurité sociale avant d'être nommé directeur général de la Sécurité sociale, poste qu'il occupera jusqu'en 1951. Il préside ensuite la Caisse nationale de Sécurité sociale jusqu'aux ordonnances de 1967. Président de la section sociale du Conseil d'État en 1964, il exerce jusqu'en 1980. Il a largement contribué à mettre en œuvre son « plan français de Sécurité sociale » dans une finalité de couverture universelle.

> *" La Sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'il disposera en toutes circonstances d'un revenu suffisant pour assurer à lui-même et à sa famille une existence décente. "*

Discours du 23 mars 1945. Les valeurs fondatrices – Pierre Laroque

Une solidarité qui accompagne les évolutions de la société

La sécurité sociale s'est structurée en fonction de l'évolution de la population et de ses besoins : baby boom devenu 50 ans après papy boom, crise post 30 glorieuses marquée par une hausse du chômage, reconnaissance des personnes en situation de handicap, rôle des aidants, dématérialisation ... Retrouvez les dates clés et les derniers travaux du CESE en lien.

***1945** : création de l'**assurance maladie** obligatoire*
> Avis CESE Les maladies chroniques (2019)
> Avis CESE Les déserts médicaux (2017)
> Avis CESE La place des dispositifs médicaux dans la stratégie nationale de santé (2015)
> Avis CESE L'hôpital au service du droit à la santé (2020)
> Avis CESE Améliorer le parcours de soins en psychiatrie, (2021)
> Avis CESE Les addictions au tabac et à l'alcool (2019)
> Avis CESE Pour une politique publique nationale de santé-environnement au cœur des territoires (2022)

*1946 : création des **Caisses d'allocations familiales** et intégration des **risques professionnels** à la sécurité sociale*
> Avis CESE Travail et santé-environnement : quels défis à relever face aux dérèglements climatiques ? (2023)
> Avis CESE Les métiers en tension (2022)

1956** : Création du minimum **vieillesse
> Avis CESE Vieillir dans la dignité (2018)
> Avis CESE Projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement (2014)
> Avis CESE Le travail à domicile auprès des personnes vulnérables : des métiers du lien (2020)

1960 : Création des Urssaf
> Avis CESE Droits sociaux : accès et effectivité (2024)

*1972 : Loi sur les **accidents et maladies professionnelles** des salariés agricoles*
> Etude CESE Prévention en santé au travail. Défis et perspectives (2025)

*1975 : Loi Veil sur l'intégration des personnes **handicapées***
> Déclaration CESE Les 20 ans de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (2025)
> Avis Enfants et jeunes en situation de handicap : pour un accompagnement global (2020)
> Avis CESE Mieux accompagner et inclure les personnes en situation de handicap : un défi, une nécessité (2014)

***1988** : Instauration du **RMI (**remplacé en 2009 par le RSA)*
> Avis CESE Grande pauvreté et précarité économique et sociale (1987), avis du CESE à l'origine du RMI
> Avis CESE Revenu minimum social garanti (2017)
> Avis CESE Eradiquer la grande pauvreté à l'horizon 2030 (2019)
> Avis Les personnes vivant dans la rue : l'urgence d'agir, Marie-Hélène Boidin Dubrule et Stéphane Junique, (2018)
> Déclaration CESE Pauvreté : entendre les alarmes pour éviter la crise humanitaire (2020)

1994 : Lancement du Chèque emploi service universel (CESU)

*1995 Plan Juppé qui instaure le principe d'une loi de **financement** de la sécurité sociale annuelle (LFSS)*

1999 : Lancement de la carte vitale
> Avis CESE Pour un numérique en santé souverain, de confiance et inclusif (2025)

*2007 : Premières aides financières pour les **aidants** familiaux*
> Avis CESE Les métiers de la cohésion sociale (2022)
> Avis CESE Le travail à domicile auprès des personnes vulnérables : des métiers du lien (2020)

*2018 : Rattachement du régime social des **indépendants** au régime général de la sécurité sociale*
> Avis CESE Les nouvelles formes du travail indépendant (2017)
> Avis CESE Le régime social des indépendants -RSI (2015)

*2020 : Mise en place de l'aide d'urgence pour les victimes de **violences conjugales***
> Etude CESE Combattre toutes les violences faites aux femmes, des plus visibles aux plus insidieuses (2014)
> Avis et rapport CESE Combattre les violences faites aux femmes dans les Outre-mer (2018)
> Résolution CESE 7 ans après l'avis du CESE, amplifions la lutte contre les violences faites aux femmes dans les Outre-mer (2024)

*2021 : Création de la branche **autonomie***
> Avis CESE Soutenir l'autonomie : les besoins et leurs financement (2024)
> Avis CESE La prévention de la perte d'autonomie liée au vieillissement (2023)

2023 : Passage de l'âge légal de la retraite à 64 ans

Avis CESE
> Vers un service public d'accueil de la petite enfance (2022)
> La protection de l'enfance est en danger : les préconisations du CESE (2024)
> Pour des élèves en meilleure santé (2018)
> Jeunes, le devoir d'avenir (2020)
> Comment construire une Europe de la santé ? (2022)
> Climat, cyber, pandémie : le modèle assurantiel français mis au défi des risques systémiques (2022)
> Articulation des temps de vie professionnel et personnel : de nouveaux défis (2024)

Une idée qui reste à défendre

En cette période de déficit et de restriction budgétaire, à quel niveau se situe notre solidarité ? Comment faire face aux multiples défis avec un vieillissement de la population (retraite, autonomie en santé, dépendance, handicap) et une baisse de la natalité concomitante ? L'éclatement des familles, la pauvreté croissante, l'offre de soins fragilisée (moins de personnels soignants,

déserts médicaux...) constituent d'autres réalités à affronter

déclaration 2025 du CESE

© - copyright CESE - Novembre 2026